

ARTICLE PARU DANS LE QUOTIDIEN
FRANCE-GUYANE
DES 20 ET 21 MAI 2006

Bruxelles déçoit l'Outre-mer

Jean-Claude Fruteau, qui a pris part au vote du budget de l'Union européenne cette semaine parmi les députés de l'Outre-mer, estime qu'il fragilise les Antilles et la Guyane. Sa collègue Margie Sudre appelle de ses vœux une réforme du financement.

Huit cent soixante quatre milliards d'euros. Le montant colossal du budget de l'Union européenne pour les sept prochaines années est loin d'avoir fait l'unanimité auprès des députés européens. C'était le gros dossier de la semaine, à Strasbourg, mais ils ne l'ont approuvé qu'avec 440 voix. Outre 14 abstentions, 190 s'y sont opposés. Parmi eux, l'un des trois représentants de l'Outre-mer, le socialiste Jean-Claude Fruteau, qui n'hésite pas à qualifier ces perspectives financières de «capitulation budgétaire». «Cette mesure traduit un repli de l'Europe sur ses égoïsmes nationaux, réduit à néant tout projet politique d'envergure et fait planer une menace tangible pour l'ensemble des régions ultrapériphériques», s'est-il indigné, en sortant de l'hémicycle. Les Antilles et la Guyane font partie de ces régions, appelées Rup dans le jargon européen. La Guyane, par exemple, demandait au moins un doublement des fonds européens, comme cela avait été le cas à chaque budget précédent. Personne n'attendait de miracle, avec l'adhésion de dix nouveaux pays, à l'Est. Mais le résultat est encore pire que les attentes. Les fonds structurels et de cohésion, à l'échelle de l'Union, ont été réduits de 10 %. Le budget de la nouvelle politique de voisinage, qui doit permettre de développer des partenariats avec les pays non européens comme le Brésil, le Surinam ou la Caraïbe, a été amputé de six milliards d'euros.

«Ce résultat est loin d'être idéal, mais c'est le seul possible », confie la députée UMP Margie Sudre, qui souligne l'urgence d'une réforme du financement du budget européen. «Tant qu'il sera composé de cotisations nationales, les Etats membres répugneront à augmenter leur participation à l'effort commun.»

La balle dans le camp de l'Etat

Elle se rassure tout de même en constatant que les aides régionales en faveur des départements d'Outremer seront quasiment stables. Elles passeront de 2,88 milliards d'euros, pour la période actuelle, à 2,83 milliards, pour les sept prochaines années. Son collègue socialiste estime tout de même que le budget, tel qu'il a été approuvé cette semaine, entraînera une « fragilisation » des régions ultrapériphériques. Même si la Commission européenne note que «c'est le secteur où les coupes budgétaires ont été les moins importantes». Ces fonds européens ont été attribués sous forme d'une enveloppe globale : 12,5 milliards d'euros pour la France, contre 16 milliards pour les sept dernières années.

C'est l'Etat qui a pour mission de répartir ce montant entre chacune de ses régions. Les Dom restent prioritaires, car ils sont les seuls classés à l'objectif de convergence, qui bénéficie des aides les plus importantes de l'Union. La Guyane, les Antilles et la Réunion vont désormais tenter de convaincre la France de leurs besoins afin d'obtenir une enveloppe plus avantageuse. Un lobbying que les régions mènent en continu, en se rendant régulièrement à Strasbourg et Bruxelles. Lors des dernières rencontres, la Commission avait souligné que la Guyane figurait «parmi les meilleurs élèves» dans la consommation des fonds européens. Une tendance qui concerne aussi les Antilles. «C'est aussi pour cette raison que l'Europe maintient le niveau d'aide qu'elle souhaite nous apporter, estime Margie Sudre. Sachons faire bon usage de cet a priori positif».

Pierre Girard